

17^e REUNION DU FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE, 16 NOVEMBRE 2011, ADDIS ABEBA: DECLARATION CONJOINTE

1. La 17^e réunion du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA) s'est tenue à Addis Abeba, Éthiopie, le 16 Novembre 2011. Ont participé à cette réunion les représentants personnels des Chefs d'État et de gouvernement de pays d'Afrique et leurs principaux partenaires au développement, les responsables d'organisations régionales et internationales, et des représentants du secteur privé. La coprésidence était assurée par l'Éthiopie, la Guinée Équatoriale, la Finlande et la France.

2. Sur le thème général « Promouvoir la croissance économique », la réunion a plus particulièrement porté sur les moyens de favoriser l'investissement aussi bien national qu'étranger, et de répondre aux besoins de l'Afrique en matière d'infrastructure. Par ailleurs, la France a présenté les résultats du G20. L'Afrique du Sud a fait le point sur les préparatifs de la prochaine session de la CdP-17 qui aura lieu à Durban, et la Corée et le NEPAD sur les préparatifs du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Le FPA a salué les conclusions du Sommet du G8 de Deauville et la Déclaration conjointe Afrique/G8, ainsi que l'engagement du G20 en faveur du développement.

Principaux messages

3. Les participants à la réunion ont retenu en particulier les points suivants :

(i) Les réalisations effectives et le potentiel de l'Afrique : depuis 2000, l'Afrique a infléchi le cours de sa performance économique, avec le concours du NEPAD en tant que programme de référence de l'Union africaine en faveur du développement. Avant la crise financière et économique mondiale, elle avait atteint une croissance soutenue qu'elle a su partiellement rétablir depuis, mais avec un niveau d'inclusion sociale insuffisant. Elle représente un marché en expansion, prêt à tirer parti des nouvelles perspectives qu'offre la mondialisation et à tenir son rôle en tant que nouveau pôle de croissance dans un paysage mondial en cours de reconfiguration. Des progrès ont été réalisés en matière de mobilisation des ressources intérieures mais plusieurs défis restent à relever. Il est également nécessaire de continuer à renforcer l'intégration économique au niveau régional;

(ii) Le rôle clé du secteur privé national et étranger : le secteur privé reçoit une attention croissante des gouvernements africains, qui ont engagé une série de réformes destinées à améliorer la compétitivité des entreprises et le climat dans lequel elles opèrent. S'il lui reste encore du chemin à parcourir, l'Afrique s'ouvre et s'efforce d'offrir un terrain accueillant aux entreprises. Ses dirigeants reconnaissent qu'il est essentiel de stimuler l'investissement pour parvenir plus vite à donner corps aux priorités de l'Afrique dans les domaines des infrastructures et de l'agriculture. Mais il est tout aussi important de s'attacher à la qualité de l'investissement, et aux moyens de maximiser les avantages économiques et sociaux qui peuvent en découler, notamment sur le plan de la création d'emplois et de l'autonomisation des femmes;

(iii) L'importance des infrastructures : pour améliorer la compétitivité et soutenir la croissance, tout en accélérant les avancées sociales, il est impératif de s'attaquer aux carences des infrastructures, dans les domaines du transport, de l'énergie, de l'eau et des TIC notamment. L'Afrique a défini ses priorités, notamment à travers le Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA), qui doivent trouver une réponse à l'échelle régionale, tout en bénéficiant d'un soutien international. Le développement des infrastructures doit intervenir à tous les niveaux, prendre en compte l'engagement des

citoyens et répondre aux besoins tant des zones rurales que d'une population urbaine en expansion. Le Forum salue le travail accompli à travers différentes initiatives, notamment l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique, pour réunir les conditions nécessaires au développement des infrastructures;

(iv) La nécessité de donner à l'Afrique une plus grande importance sur l'agenda international du développement : le paysage international du développement connaît des mutations du fait de l'engagement du G20 sur les questions de développement. L'Afrique se félicite de cette évolution, et en particulier des travaux récemment conduits par le Groupe de haut niveau du G20 sur le développement des infrastructures et le Plan d'action des Banques multilatérales de développement. Une croissance forte et durable sur l'ensemble de l'Afrique est aujourd'hui nécessaire pour que le continent connaisse un développement soutenu. Les questions de développement aujourd'hui ont pris une dimension mondiale. En même temps, alors même que l'Afrique accomplit des progrès encourageants, il lui reste plus à faire que d'autres régions pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Faire face aux besoins de ce continent doit être l'objectif central du programme d'action international à l'appui du développement, au sein du G20, mais aussi de façon plus générale ;

(v) La nécessité de parer aux conséquences du changement climatique : au cours des décennies à venir, la question du changement climatique sera indissociable de celle du développement durable. La contribution de l'Afrique à ce problème est marginale; l'Afrique a des capacités d'adaptation limitées, alors qu'elle est largement affectée par le changement climatique. Toutefois, elle peut contribuer à y apporter une solution compte tenu de son riche potentiel en ressources énergétiques renouvelables. Il est essentiel d'intégrer la question du changement climatique dans les politiques et stratégies de développement.

Prochaines étapes

4. Les participants à la réunion ont demandé aux Coprésidents de faire en sorte que les principaux messages qui ont été dégagés lors de la réunion soient relayés à l'occasion des prochaines rencontres multilatérales, y compris le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui aura lieu à Busan, et la 17^e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC (CdP-17), qui se tiendra à Durban.

5. Les participants à la réunion expriment leur gratitude au Gouvernement éthiopien et à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, pour leur hospitalité et la qualité de l'organisation pratique de la manifestation. Ils ont accueilli favorablement la réunion préparatoire du secteur privé et la participation des représentants du secteur privé au FPA. Ils ont demandé que soient organisées d'autres réunions du même type avec le secteur privé lorsque les questions à traiter le justifient.

6. La 18^e réunion du FPA se tiendra au premier semestre 2012 à une date et en un lieu à déterminer.